



RAPPORT d'activité **2018**



Accompagnement



Valorisation
Développement



Optimisation



Mutualisation



Assistance



Cette rétrospective retrace les principales actions de l'année 2018 conduites par notre syndicat.

En matière de distribution publique d'électricité, dans un contexte d'une future négociation de notre contrat de concession avec nos opérateurs ENEDIS et EDF, nous avons augmenté notre soutien aux programmes de travaux : plus de 9 millions d'euros de travaux ont été ainsi investis, permettant de garantir l'acheminement de plus d'1,7 milliard de kWh pour satisfaire les besoins des 162 736 usagers.

La multiplicité des usages, la qualité de l'électricité distribuée, conjuguées à la maîtrise des dépenses d'électricité s'imposent au SIDEC pour accompagner les communes dans leurs démarches de maîtrise énergétique.

Dans les domaines de l'aménagement et des équipements des collectivités, plus de 10 millions d'euros de travaux ont été réalisés sous mandat ou en maîtrise d'œuvre par notre ingénierie publique. Cette demande soutenue démontre encore une fois tout l'intérêt pour les collectivités de disposer d'une expertise pluridisciplinaire, en capacité de conseiller et d'accompagner, à la demande, avec réactivité.

2018 confirme notre engagement départemental dans la transition énergétique : ainsi, nous poursuivons la consolidation du pôle des Conseillers en Énergie Partagés (CEP), dont le rôle est essentiellement d'apporter une gestion énergétique opérationnelle du patrimoine public aux collectivités, dont des bâtiments publics de plus en plus labellisés Effilogis : cette action se réalise avec le concours de l'ADEME et de la Région.

Depuis 2018, le SIDEC complète son accompagnement consacré au photovoltaïque en toiture communale par une enveloppe financière de 100 000 euros.

L'outil public, la SEM EnR Citoyenne, dont le SIDEC est le premier actionnaire, illustre la capacité du SIDEC à innover et à démontrer la nécessité de proposer de nouveaux outils. Cette SEM est devenue propriétaire à 45 % d'une société d'exploitation Sabine 2, composée d'une éolienne du parc de Chamole : elle initie le développement de nouveaux projets de production d'énergies renouvelables portés par les collectivités et les citoyens.

Enfin, la mise en place d'une mission Transition énergétique confirme cette mobilisation.



De gauche à droite : Denis RENAUD, Vice-président Électricité et Éclairage public
Jacques LOMBARD, Vice-président Relations avec les EPCI



De gauche à droite : Roger REY, Vice-président Informatique
Virginie PATE, Vice-Présidente Énergies et Équipements Collectifs

Dans le domaine de l'informatique et des Technologies de l'Information et de la Communication, le SIDEC accompagne plus de 700 collectivités dans la généralisation de la dématérialisation des actes.

Désormais, nous intervenons pour la protection des données (RGPD) et la sécurité informatique, afin de prémunir les collectivités régulièrement cibles de tentatives de piratages informatiques.

Notre expérimentation de l'École numérique en secteur primaire a été concluante et passera à un nouveau déploiement.

Le SIDEC développe également de nouveaux canaux de communication, en mettant à disposition un système de visio-conférence aux collectivités. Il renforce également sa présence sur les réseaux sociaux, en intégrant les plateformes Youtube, Twitter et Facebook.

Au-delà des missions techniques, le SIDEC accompagne aussi par ses conseils financiers et juridiques les collectivités confrontées à des demandes de plus en plus complexes.

Par ailleurs, la mutualisation de nos services est plus que jamais nécessaire pour co-construire avec les EPCI partenaires.

Aussi, sous l'impulsion de notre directrice générale, nos services se transforment dans un but de concentrer nos moyens sur les principaux métiers du SIDEC, de donner de la cohérence aux missions supports et, également, de les redéployer en fonction des attentes des collectivités. Ainsi, l'ensemble des services supports ont été regroupés sous un seul service : Administration générale et finances.

Notre exécutif, bien impliqué dans l'exercice de nos compétences aux côtés de nos équipes, devra communiquer au moment du renouvellement des mandats électoraux, afin que le SIDEC continue à jouer pleinement son rôle au service des collectivités.

Merci pour votre confiance et toujours à vos côtés pour adapter nos actions à vos attentes.

Gilbert BLONDEAU

Président du SIDEC

Vice-président du Conseil Départemental du Jura

Maire de Foncine le Haut



*De gauche à droite : Gilbert BLONDEAU, Président du SIDEC,
Myriam NORMAND, Directrice générale des services,
Virginie PATE, Vice-présidente Énergies et Équipements Collectifs*



*De gauche à droite : Jacques LOMBARD, Vice-président
Relations avec les EPCI,
Béatrice PETITJEAN, Vice-présidente Affaires Générales*

ACCOMPAGNER TECHNIQUEMENT ET FINANCIÈREMENT LES COLLECTIVITÉS

Pour la qualité des réseaux publics d'électricité, de gaz et de télécommunications

01

- 8 / Bilan des travaux réalisés en 2018
- 10 / La distribution publique d'électricité
- 12 / La maîtrise d'ouvrage des travaux
- 15 / La distribution publique de gaz

VALORISER ET DÉVELOPPER LE PATRIMOINE COMMUNAL

Construction, rénovation, entretien

- 18 / Bilan des travaux réalisés en 2018
- 19 / L'éclairage public
- 21 / Bâtiments
- 22 / Eau et assainissement
- 23 / Mission Eau
- 24 / Voiries et espaces publics
- 25 / Zones d'activité ou d'habitation

02

OPTIMISER LES COÛTS DE FONCTIONNEMENT

Mutualisation, exploitation, conseil

- 27 / Le Conseil en Énergie Partagé (CEP)
- 28 / Le groupement d'achat d'énergies
- 30 / Les Certificats d'Économie d'Énergie (CEE)

03

MUTUALISER L'INFORMATISATION DES SERVICES

Maintenance, dématérialisation

- 34 / Matériels et réseaux
- 35 / Protection des données (RGPD)
- 36 / Informatique de gestion
- 38 / Numérisation des actes d'état civil
- 39 / Écoles numériques
- 40 / GéoJura / Système d'Information Géographique

04

05

ASSISTER LES TERRITOIRES DANS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Planification, organisation, portage d'opérations

- 43 / La transition énergétique
- 44 / La société d'économie mixte EnR Citoyenne

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- 47 / Organigramme
- 48 / Bilan Ressources Humaines, Moyens Généraux,
Commande Publique et Finances
- 50 / Comptes administratifs agrégés

06

ACCOMPAGNER TECHNIQUEMENT ET FINANCIÈREMENT LES COLLECTIVITÉS

pour la qualité des réseaux
publics d'électricité, de gaz et de
télécommunications



Électricité



Gaz



Télécommunications

L'année 2018 en chiffres

La distribution publique d'électricité

Montant global des travaux


9 240 000 €

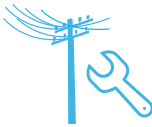
dont


1 720 000 €


de participation financière du SIDEC


Répartition des opérations


40%
Amélioration esthétique des ouvrages

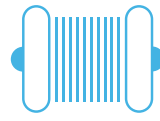

36%
Renforcement du réseau


17%
Électrification Parcelles communales


2%
Électrification Bâtiment agricole


5%
Électrification Bâtiment communal

Le patrimoine électrique



4 033
kilomètres
de réseau basse tension



234 104 000 €
valeur nette
des ouvrages

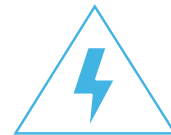


- 1 12 postes sources
- 2 2 059 installations de production
- 3 4 148 km de réseau moyenne tension (HTA)
- 4 4 332 postes de transformation HTA/BT
- 5 4 033 km de réseau basse tension (BT)

L'activité électrique



162 736
clients



1 665 901 846
kWh acheminés

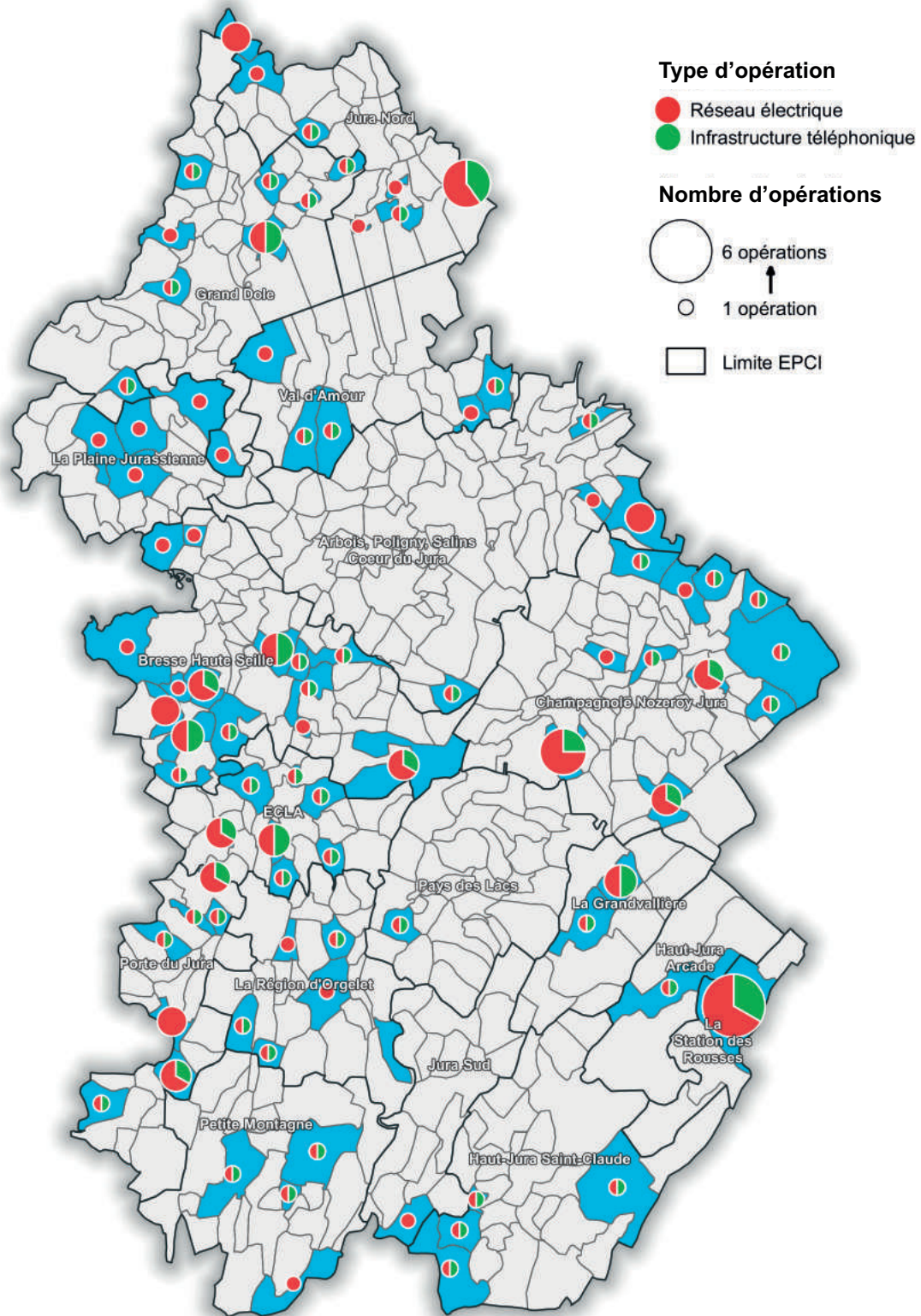
Durée moyenne de coupure

59
minutes

Nombre de consommateurs mal alimentés

359
consommateurs

BILAN DES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2018



Enfouissement des réseaux - CHAMPAGNEY

Enfouissement des réseaux - CHAMPAGNEY



Enfouissement des réseaux - CENSEAU



Enfouissement des réseaux - CENSEAU

LA DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ÉLECTRICITÉ

Le SIDEc se positionne comme l'interlocuteur des communes et des usagers pour toutes les questions concernant la distribution électrique.

LE SIDEc, AUTORITÉ ORGANISATRICE DE LA DISTRIBUTION D'ÉNERGIE

Un service public concédé à ENEDIS et à EDF

Le SIDEc confie à travers un contrat de concession signé en 1992, l'exploitation du patrimoine de la distribution publique d'électricité à ENEDIS pour la partie distribution et à EDF pour la partie «Fourniture aux tarifs réglementés». D'une durée de 30 ans, ce contrat de concession fixe les obligations du concessionnaire en termes d'exploitation du réseau et confie corrélativement au SIDEc, autorité concédante, l'exercice du contrôle de la bonne exécution du contrat. Ce contrôle s'exerce en continu, mais aussi ponctuellement sur certaines thématiques particulières.

Un devoir de contrôle continu

Le SIDEc intervient auprès du concessionnaire au titre de sa mission de contrôle continu sur une quarantaine de dossiers qui concernent principalement :

- Les travaux
- La vétusté, l'état du réseau
- La qualité de l'alimentation électrique
- Les déplacements d'ouvrage

Ces interventions se sont pour la plupart conclues par un changement de position favorable à la collectivité ou aux usagers.

Audit de la concession

En 2018, le contrôle de concession a été réalisé avec l'appui d'un prestataire externe et a porté sur :

- L'évaluation de la qualité de service à la clientèle
- L'analyse du déploiement du compteur Linky et des données disponibles



Enfouissement et renforcement des réseaux - CHOISEY

Campagne de mesures de tension chez les usagers

Depuis 2012, le SIDEC est équipé de 10 enregistreurs de tension. Sur la période hivernale 2017-2018, il a vérifié que la qualité de tension était conforme à la norme (valeurs comprises entre 207 et 253 volts) chez 55 usagers.

Sur ces points de mesure, 17 usagers ont été détectés comme mal alimentés en électricité.

Suite à ce résultat, le SIDEC a engagé les opérations de renforcement nécessaires.



Extension des réseaux zone d'habitation - AUTHUME

LA QUALITÉ DE LA FOURNITURE PUBLIQUE D'ÉLECTRICITÉ

La continuité de fourniture

La continuité de fourniture perçue par l'utilisateur s'évalue en fonction de la durée des coupures qu'il subit par an : le critère B.

Le SIDEC constate une amélioration de ce critère depuis 2013 et reste très vigilant quant à son suivi.

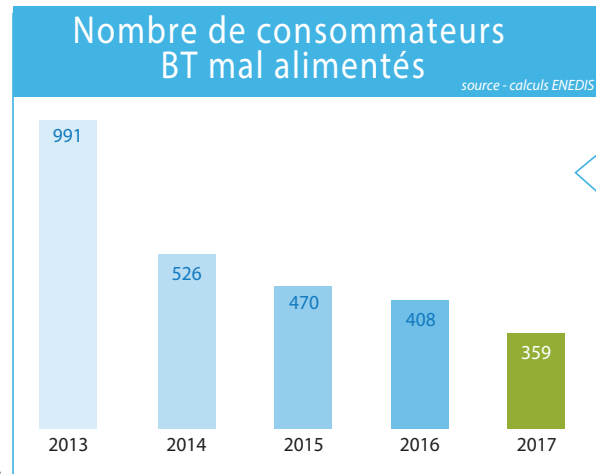
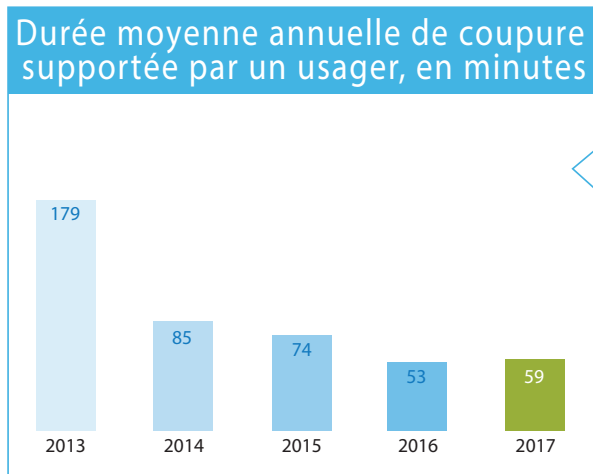
Il demande à ENEDIS d'augmenter ses investissements sur le réseau HTA, afin de permettre un meilleur renouvellement des ouvrages et ainsi pérenniser ce résultat.

La qualité d'alimentation

Un usager est considéré comme mal alimenté, lorsque la tension mesurée est en dehors de la plage +/- 10% par rapport aux tensions nominales.

Pour évaluer ce nombre de clients mal alimentés, ENEDIS s'appuie sur une méthode théorique de calcul.

Du point de vue du SIDEC, le calcul d'ENEDIS est beaucoup trop optimiste et fait l'objet de contrôles réguliers par des mesures chez les usagers.





Enfouissement et renforcement des réseaux - CHAISEY

LA MAÎTRISE D'OUVRAGE DES TRAVAUX

Conformément aux dispositions du contrat de concession, le SIEDEC assure la maîtrise d'ouvrage de travaux sur le réseau électrique. Il contribue à l'amélioration de la qualité de l'alimentation électrique des jurassiens en réalisant les travaux de renforcement, de sécurisation ou d'enfouissement des réseaux. Le raccordement électrique des bâtiments communaux et agricoles en zone rurale est aussi assuré par le SIEDEC.

En 2018, le SIEDEC a engagé 110 opérations sur le réseau électrique, représentant un investissement de 9 240 000 € TTC. Le montant total de travaux est en hausse de 15% par rapport à 2017, afin de répondre aux besoins et aux demandes des usagers et des communes.

Le SIEDEC a sollicité les programmes nationaux correspondants (Fonds d'Amortissement des Charges d'Électrification) et a apporté son concours financier sur ses fonds propres à hauteur de 1 720 000 €.

Renforcement / sécurisation

Le SIEDEC a engagé 30 opérations visant à améliorer la qualité de l'alimentation électrique et à fiabiliser le réseau. Ainsi, à travers ces travaux, la concession s'est dotée de 7 nouveaux postes de transformation, permettant d'apporter la puissance électrique au plus près des consommateurs.

Enfin, ces travaux ont permis d'éliminer 7 km de réseau en fils nus, technologie obsolète et vétuste, fragile et sensible aux aléas climatiques.

Enfouissement des réseaux

En 2018, à la demande des communes, le SIDEC a traité 40 opérations d'amélioration esthétique des réseaux, visant principalement à faire disparaître les lignes aériennes et les postes de transformation de type « cabine haute ». Ainsi, 14 km de lignes électriques ont été enfouis dans des secteurs préservés ou aménagés. Les réseaux annexes présents sur les supports déposés ont aussi été repris en technique discrète (réseau éclairage public et téléphonique, voir les chapitres correspondants).

Extensions de réseau pour alimenter des zones à construire

Le SIDEC électrifie les parcelles à bâtir des communes dans le cadre de lotissements ou zones d'activités. En 2018, 15 dossiers ont été engagés, portant notamment sur 5 zones d'activité, une base de loisirs et un écoquartier. Au final, 5 km de réseau basse tension et 4 km de réseau moyenne tension souterrains ont été créés, ainsi que 5 nouveaux postes de transformation.

Extensions de réseau pour alimenter les bâtiments communaux

Le SIDEC assure la maîtrise d'ouvrage de ces extensions en zone rurale. 16 dossiers ont été ouverts en 2018, qui ont permis d'alimenter différents équipements : centre de secours, station d'épuration, armoire de fibre optique...

Extensions de réseau pour alimenter des installations agricoles

Le SIDEC assure la maîtrise d'ouvrage de ces extensions en zone rurale. 9 dossiers ont été engagés en 2018, qui ont permis d'alimenter différents bâtiments : miellerie, élevage,...

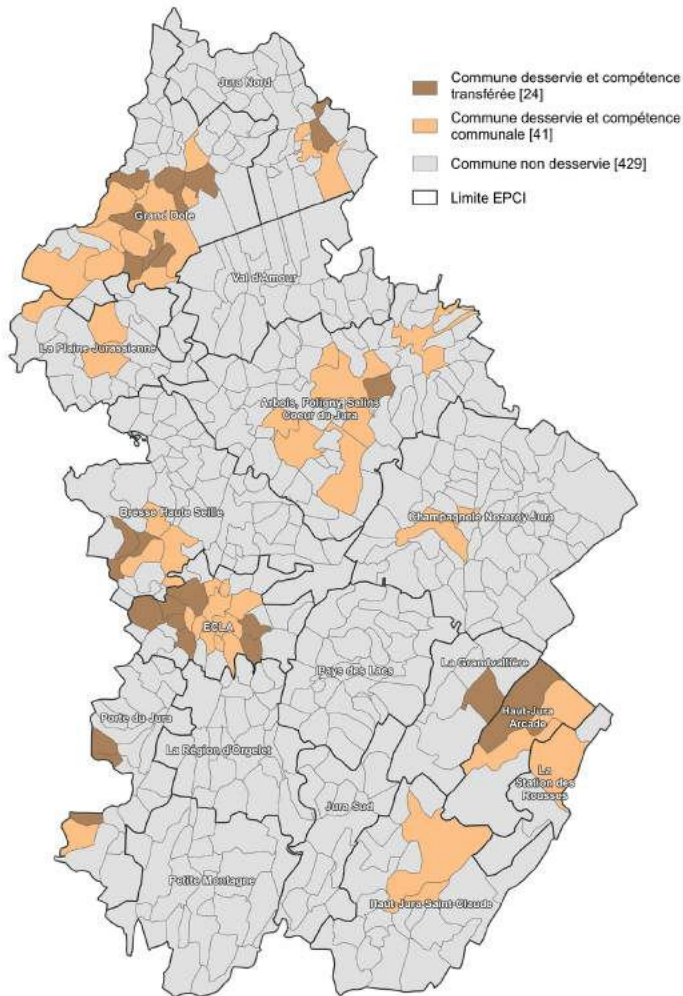
Enfouissement des réseaux - LAVANGEOT



LA DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ

Le SIDEC a signé un contrat de concession gaz avec GRDF.

Ce sont 25 communes jurassiennes, qui ont transféré leur compétence au SIDEC sur les 65 communes desservies dans le Jura.



Audit de la concession

En 2018, le SIDEC est autorisé concédante du réseau de distribution publique de gaz sur le territoire de 24 communes jurassiennes (la commune de Saint-Aubin a rejoint la concession courant 2018).

Le contrôle de concession a été réalisé avec l'appui d'un prestataire externe et a porté sur l'analyse de la qualité de réalisation des prestations inscrites au Catalogue de Prestations de GRDF.

Le bilan démontre la nécessité pour le SIDEC d'obtenir les restitutions comptables et économiques de son patrimoine.

Concernant le compte de régulation, les méthodes mises en œuvre par GRDF ne sont, ni stabilisées, ni détaillées pour définir les charges et les recettes. Par conséquent, jusqu'à ce jour il n'a pas été possible de les contrôler.

25 communes jurassiennes ont transféré leur compétence gaz au SIDEC (fin 2018)

- | | |
|--------------------|-----------------------|
| Authume | Gevingey |
| Balanod | Gevry |
| Bletterans | Mesnay |
| Brevans | Montmorot |
| Chilly-le-Vignoble | Morbier |
| Conliège | Nance |
| Courlans | Revigny |
| Courlaoux | Rocheft-sur-Nenon |
| Cousance | Saint-Aubin |
| Crisey | Saint-Laurent en Gdvs |
| Dampierre | Sampans |
| Digna | Villette-lès-Dole |
| Foucherans | |



228
kilomètres
de canalisations



17 143 000 €
valeur nette
des ouvrages



5 596
clients



126 848 000
kWh acheminés

VALORISER ET DÉVELOPPER LE PATRIMOINE COMMUNAL

Construction, rénovation, entretien



Éclairage
public



Voiries
Réseaux divers



Bâtiments
Espaces publics
Lotissements



Eau
Assainissement

L'année 2018 en chiffres

Éclairage Public

Montant global des travaux

3 293 000 €

dont participation financière du SIDEC

840 000 €

203 opérations



Éclairons juste le Jura

9 partenaires

382 communes signataires



Maintenance et entretien



1 75 communes adhérentes

22 000 points lumineux

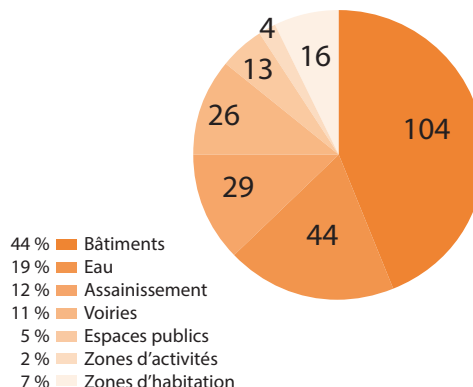
Aménagements Équipements Collectifs

236 Opérations

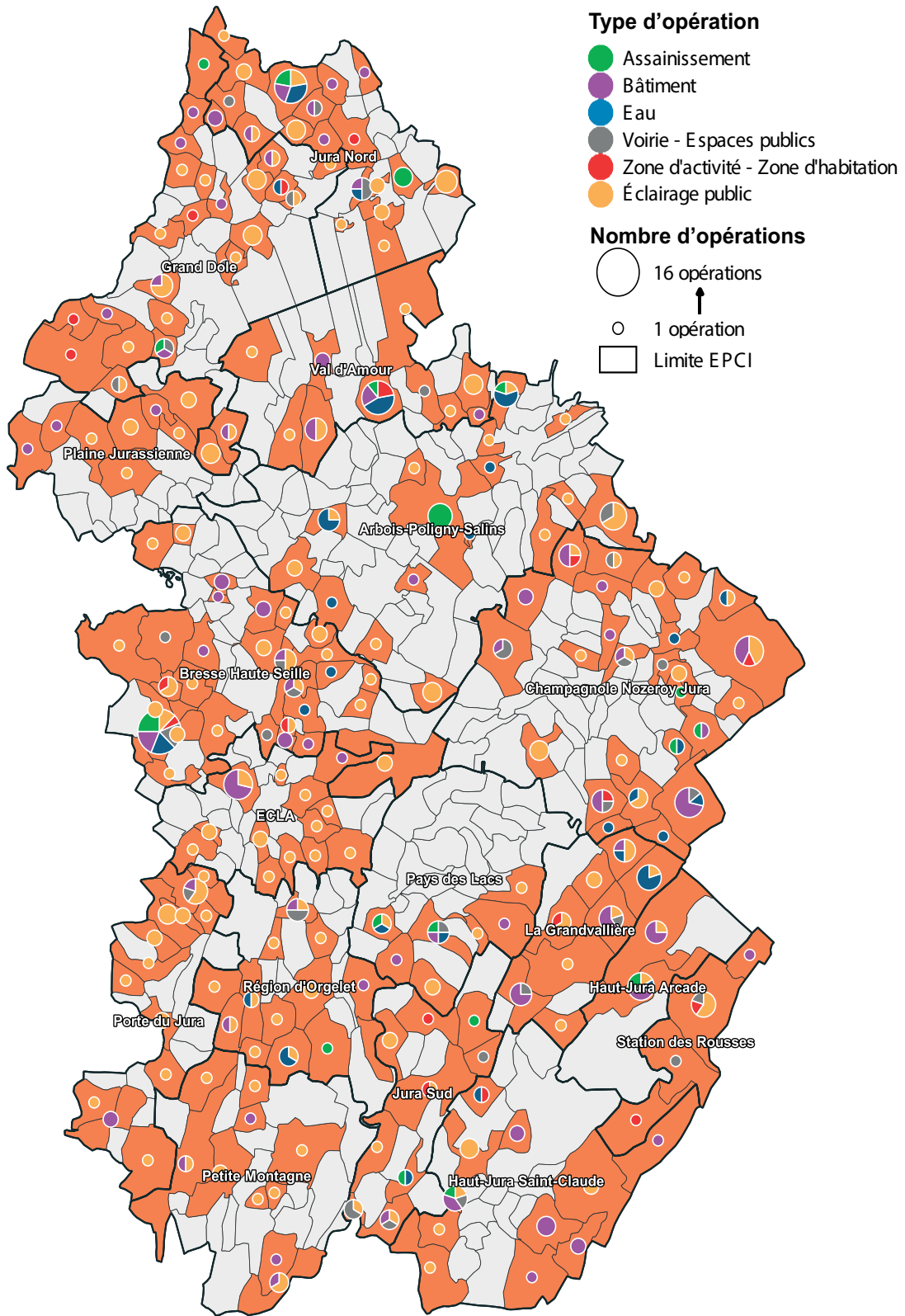
Montant des opérations



Répartition des opérations



BILAN DES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2018



L'ÉCLAIRAGE PUBLIC

Depuis son origine, le SIDEC apporte son aide technique et financière aux communes jurassiennes sur les installations d'éclairage public, équipement d'aménagement des espaces publics quasiment indissociable des réseaux de distribution publique d'électricité. Des programmes de travaux adaptés aux enjeux sont mis en œuvre dans le cadre d'une offre d'accompagnement très complète, qui débute par le diagnostic du patrimoine jusqu'à la maintenance des équipements, ainsi que les fournitures d'électricité* (*voir Groupement d'achats d'énergies p.29).

Charte Éclairons juste le Jura

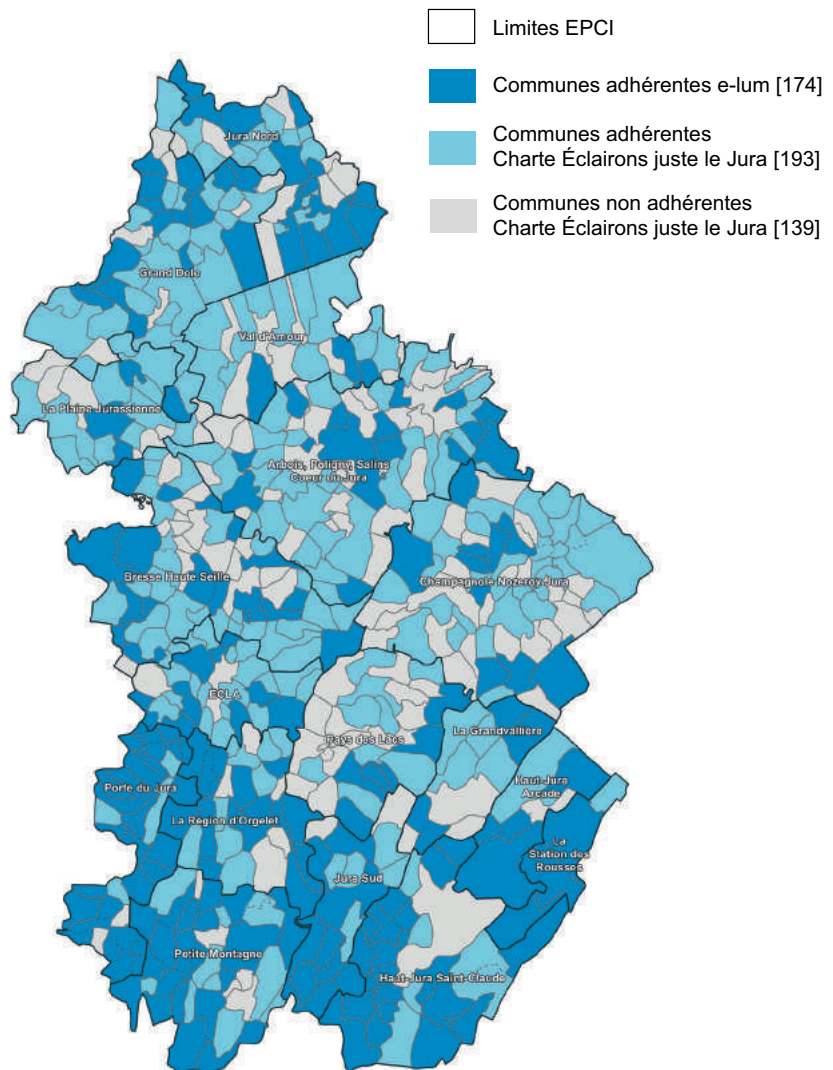
Cette charte rédigée en 2011 par un groupe de 9 partenaires est un élément structurant de l'action, car elle concentre des engagements unanimement validés par des partenaires de sensibilités très différentes.

Elle est la pierre angulaire des actions, s'intéressant aussi bien à la partie diagnostic énergétique, recensement, choix de matériel peu polluant, projet citoyen, qu'à la prise en compte des zones à l'environnement sensible.



Connaissance du patrimoine

En 8 ans, le SIDEC a recensé la totalité du patrimoine d'éclairage public des communes du Jura et l'a importée dans l'outil cartographique Géolux.



Travaux sur le réseau

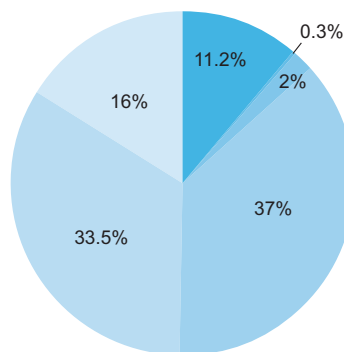
A la demande des communes, le SIEDEC peut réaliser et financer partiellement des travaux sur le réseau d'éclairage public, ayant pour objectif la rénovation, la mise en sécurité, l'aménagement,...

En 2018, le SIEDEC a engagé 201 opérations pour un montant total de 3 293 000 € TTC et a contribué financièrement à hauteur de 840 000 € TTC.

Grâce aux travaux de rénovation menés et cofinancés par le SIEDEC, plus de 200 communes ont supprimé les lampes aux vapeurs de mercure (appelées ballons fluorescents) de leur patrimoine, sources énergivores, dont la commercialisation est interdite depuis avril 2015.

De plus, les deux tiers des coffrets sont équipés d'horloges astronomiques permettant de maîtriser la durée d'éclairage.

Répartition de l'enveloppe de travaux d'éclairage public (EP)



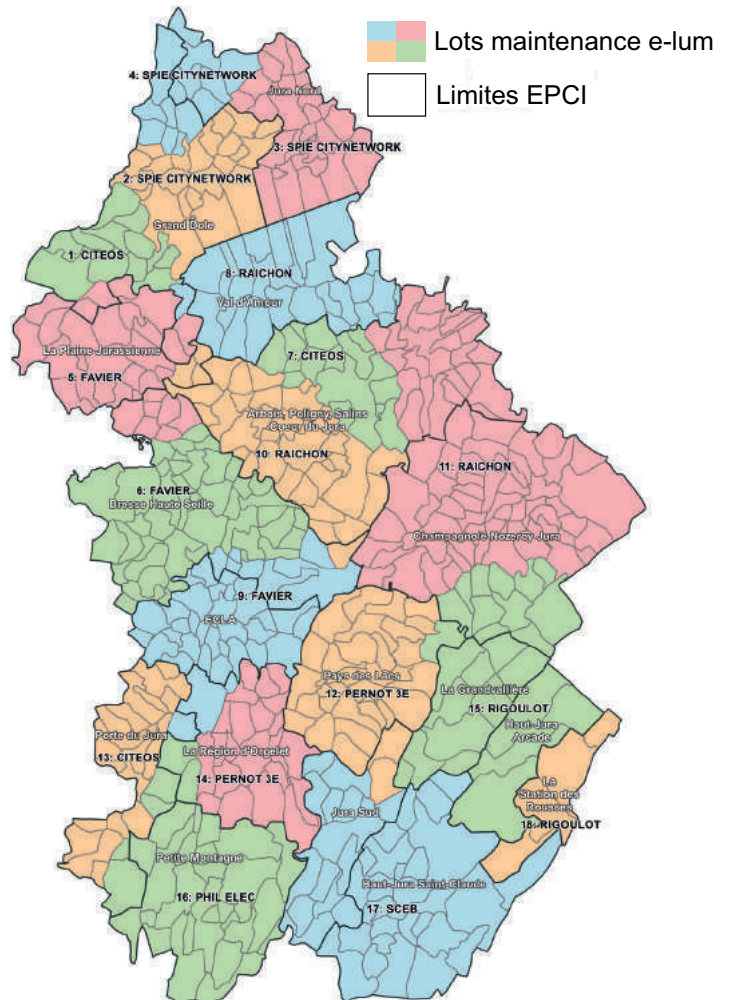
- 11.2 % ■ Travaux EP seuls
- 0.3 % ■ Travaux EP coordonnés à des travaux sur le réseau électrique aérien
- 2 % ■ Travaux EP des communes urbaines
- 37 % ■ Travaux EP coordonnés à des travaux sur le réseau électrique souterrain
- 33.5 % ■ Travaux de rénovation EP
- 16 % ■ Travaux EP coordonnés à l'électrification de zones d'activité ou lotissements publics



Maintenance EP : service intégré e-lum® La garantie d'un meilleur service

Enfin, et puisqu'un matériel récent ne saurait garantir des performances pérennes sans une maintenance appropriée, le SIEDEC propose un service de maintenance mutualisé de l'éclairage public, basé sur des opérations programmées de remplacement préventif des sources lumineuses, plutôt qu'une intervention en maintenance curative, générant des interventions et des déplacements ponctuels plus impactants en terme de gaz à effet de serre et de coût.

Ce service permet aussi de sécuriser les élus quant à l'état de fonctionnement du matériel électrique. Enfin, il dégage le Maire de sa responsabilité de chargé d'exploitation du réseau d'éclairage public. L'établissement d'un bilan annuel (empreinte nocturne®) permet à la commune de connaître l'impact des travaux et de suivre l'évolution de son patrimoine.



BÂTIMENTS

Le SIDEC se tient au service des collectivités pour les aider à définir et à mettre en œuvre leurs projets de construction ou de rénovation de bâtiments.

Le SIDEC veille à ce que chaque projet s'inscrive pleinement dans la transition énergétique et écologique, à ce qu'il bénéficie de financements optimisés, à ce que le cadre juridique soit parfaitement respecté et à ce que ses coûts de maintenance et d'exploitation soient très largement supportables par les collectivités.

La mission commence dès les études d'opportunité pour se poursuivre dans l'aide à l'analyse de la faisabilité.

Ces premières étapes validées, le SIDEC accompagnera les collectivités dans la concrétisation opérationnelle du projet, de la mise en place d'une maîtrise d'œuvre à la réception de l'équipement et à l'assistance dans son usage et son exploitation avec une approche en coût global.

Église - SALIGNEY



Chalets des Janiers - PRENOVEL - NANCHEZ



Groupe scolaire - MONTMOROT



Nombre d'opérations par type de projet Près de 3 opérations sur 4 relèvent de la performance énergétique



10 millions
d'euros de dépenses travaux

17
dossiers
présentés à Effilogis
rénovation BBC

3
dossiers
présentés à Effilogis
construction neuve BEPOS

31
dossiers
concernés par
une rénovation énergétique

12
dossiers
concernés par
des énergies renouvelables

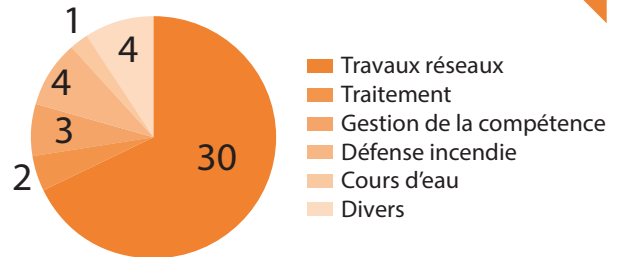
EAU ET ASSAINISSEMENT

Répondre au besoin en préservant notre patrimoine et nos ressources.

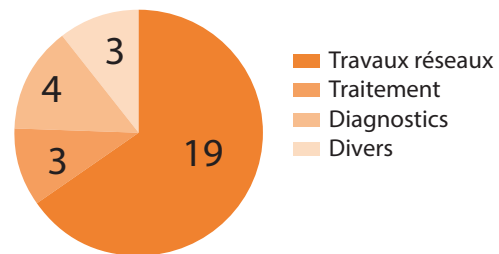
Plus que jamais, et l'aridité de l'année 2018 nous l'a prouvé, il est désormais acquis que l'eau est un bien précieux dont l'accès doit être garanti à tous dans les meilleures conditions, dans le Jura comme partout ailleurs. Dans ce cadre, le SIDEC accompagne les collectivités gestionnaires en leur proposant ses services pour leurs projets de réseaux neufs, de réhabilitation de réseaux, de systèmes de traitement, tant en eau potable qu'en eaux usées.

Comme pour chacune de ses actions au service des collectivités jurassiennes, le SIDEC conseille et agit en concertation avec les acteurs du secteur, tant publics, comme l'Agence de l'Eau ou le Conseil Départemental, que privés, et ce dans un souci permanent de rationalisation des dépenses et de gestion patrimoniale durable. Dans le cadre des mouvements de compétence, le SIDEC peut en outre représenter une solution pour les collectivités qui souhaitent bénéficier d'une phase de réflexion avant de se doter éventuellement de moyens pérennes et définitifs.

Opérations Eaux usées et pluviales



Opérations Assainissement



Le SIDEC élabore les Schémas Communaux ou Intercommunaux pour la Défense Extérieure Contre l'Incendie (SCDECI) pour le compte des collectivités. Ce document important identifie l'entité en charge du service public de la DECI conformément à ce que prévoit le décret n°2015-235

SIEA - BLETTERANS



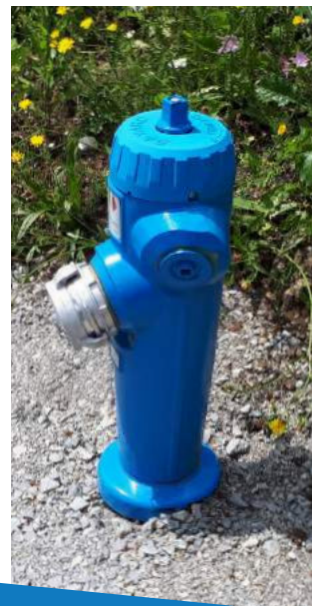
SIE - ARBOIS - POLIGNY



Canal de FARAMAND - ARBOIS



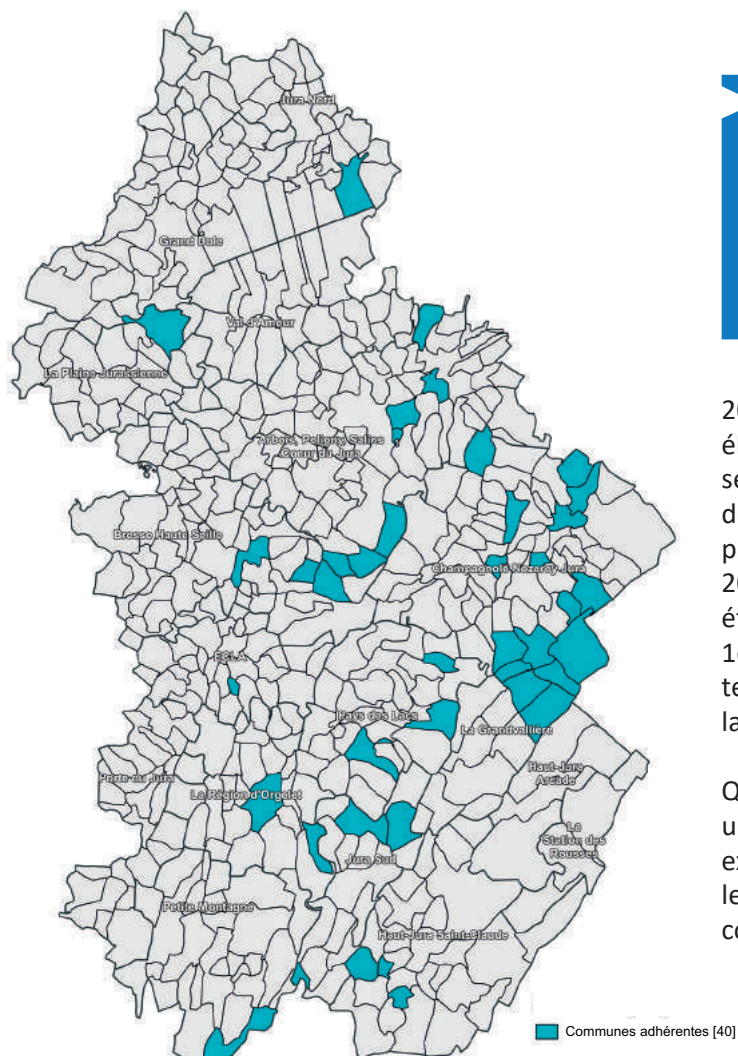
ENTRE-DEUX-MONTS



MISSION EAU

Une bonne gestion patrimoniale et le respect des obligations.

Mis en place en 2012, à la suite de ce que proposait le Conseil Départemental pour une centaine de communes exploitantes de réseaux d'eau potable, ce service comprend l'assistance à la recherche et au traitement des fuites, une maintenance préventive qui permet de les éviter, ainsi qu'une prestation de nettoyage des réservoirs, obligation annuelle de tout exploitant de réseau. A ces prestations s'ajoute une veille technique et réglementaire assurée par le SIDEC, ainsi qu'une aide au respect des obligations réglementaires, au nombre desquelles figure la rédaction du Rapport sur le Prix et la Qualité des Services (RPQS).



Le SIDEC accompagne les EPCI et communes en réflexion pour transférer la compétence Eau et Assainissement. Il réalise pour ce faire un diagnostic et des projections technico-économiques qui fourniront une aide à la décision précieuse pour les élus.

2018 a été une année charnière, puisque les élus du SIDEC ont décidé de mettre un terme au service apporté à la fin 2019, dans la perspective de la réorganisation de la compétence imposée par la Loi NOTRe et la Loi Ferrand – Fesneau d'août 2018. Un avenant aux contrats des prestataires a été souscrit afin de maintenir le service jusqu'au 1er janvier 2020, date à laquelle de nombreux territoires auront pris la décision du transfert de la compétence aux EPCI.

Que la compétence soit portée par une commune, un syndicat intercommunal ou un EPCI, les exigences restent les mêmes et c'est pourquoi le SIDEC continue de se tenir à la disposition des collectivités pour les conseiller.

VOIRIES ET ESPACES PUBLICS

Aménager nos circulations et nos espaces de rencontre.



LEMUY



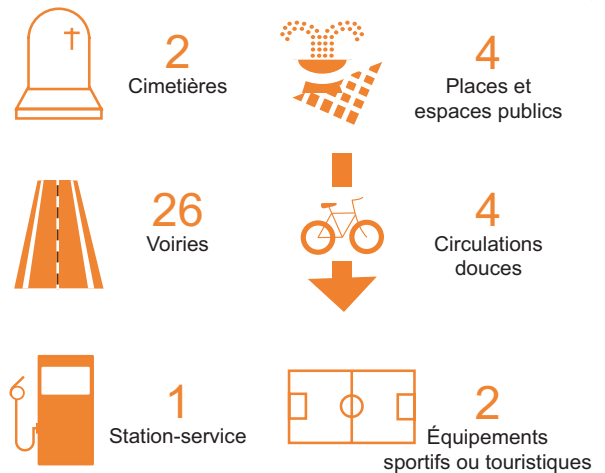
MONTROND

Comme pour les autres secteurs d'activités, le SIDEC peut mettre ses services à la disposition des collectivités jurassiennes pour les assister dans les études et la réalisation de leurs projets d'aménagement de voiries, de places ou d'espaces publics.

Le SIDEC intervient aux côtés des collectivités en tant qu'assistant de la maîtrise d'ouvrage ou en tant que maître d'œuvre, toujours avec le même souci de maîtrise de la dépense, d'optimisation des financements, de préservation des paysages et de l'environnement et de respect des règles imposées par les différents Codes.

Les projets peuvent concerner les routes, rues, places et ouvrages d'art, mais aussi les espaces verts, les terrains de sport et de loisirs, les cimetières, ou tout autre type d'infrastructures.

Opérations par type de projet



ZONES D'ACTIVITÉ OU D'HABITATION

Consommer l'espace avec sobriété pour l'habiter et l'occuper de façon juste et durable.

Depuis quelques années, les projets d'aménagement de quartiers d'habitation ou de zones d'activité ne se font plus sans que soient posées des questions précises relatives à la réalité du besoin, à une consommation raisonnée de l'espace et aux attentions à porter au paysage, à l'environnement, à la question des transports et à la préservation des ressources.

Le SIDEC a su s'adapter à ces contraintes bénéfiques et agit afin que son ingénierie mise à la disposition des collectivités intègre également ces questions, en concertation avec les services de l'État et des professionnels de l'architecture et du paysage comme le CAUE du Jura. L'enjeu est de construire des aménagements confortables et sobres, satisfaisant aux questions sociétales et environnementales.

Opérations par type de projet



4
Zones
d'activités



16
Zones
d'habitation

Zone d'habitation - ANDELOT EN MONTAGNE



OPTIMISER LES COÛTS DE FONCTIONNEMENT

Mutualisation, exploitation, conseil



Conseil en
Énergie
Partagé



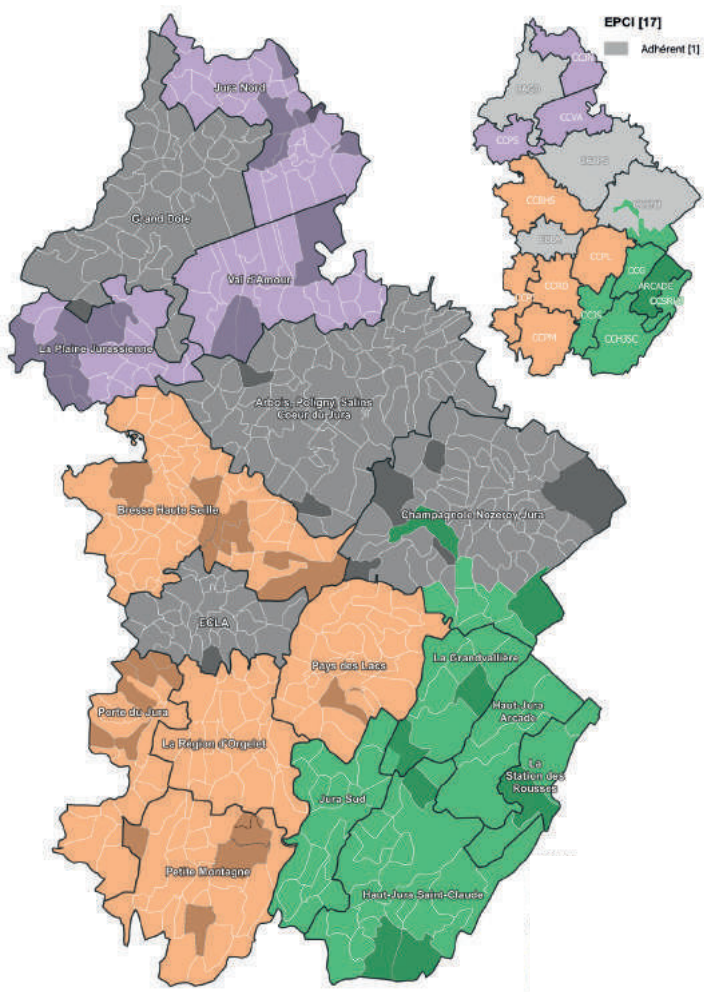
Achats
d'énergies



Certificats
d'Économie
d'Énergie

CONSEIL EN ÉNERGIE PARTAGÉ (CEP)

Pour vous accompagner dans la performance de votre patrimoine : diagnostic, préconisations, bilan



Adhésion

■ Communes adhérentes [53]

Communes par convention SIDEC

- Pays dolois (hors CADG) [76]
- Pays lédonien (hors ECLA) [151]
- Parc Naturel Régional Haut-Jura [59]
- Hors convention [208]

Le Conseil en Energie Partagé proposé par le SIDEC constitue une première démarche pour les collectivités, qui souhaitent faire un point sur leurs consommations d'énergie et s'engager dans un projet d'amélioration de leur efficacité énergétique patrimoniale ou globale.

Outre le diagnostic initial, la mission comprend aussi des bilans 1 an et 2 ans après la remise du rapport, ainsi qu'un accompagnement de la collectivité dans la mise en œuvre des préconisations qui lui auront été faites.

L'intervention du CEP permet de déboucher sur des actions ou travaux qui améliorent significativement la performance énergétique de la collectivité et réduisent opportunément le budget de fonctionnement en électricité ou combustible.

En 2018, 61 communes et 2 EPCI étaient adhérentes au dispositif. En cours d'année, il a été décidé de renforcer les effectifs assurant les missions. En outre, des réflexions ont été engagées afin que cette action, qui constitue un socle pour la transition énergétique, soit en capacité de répondre avec dynamisme aux enjeux et aux questions que se posent les collectivités.

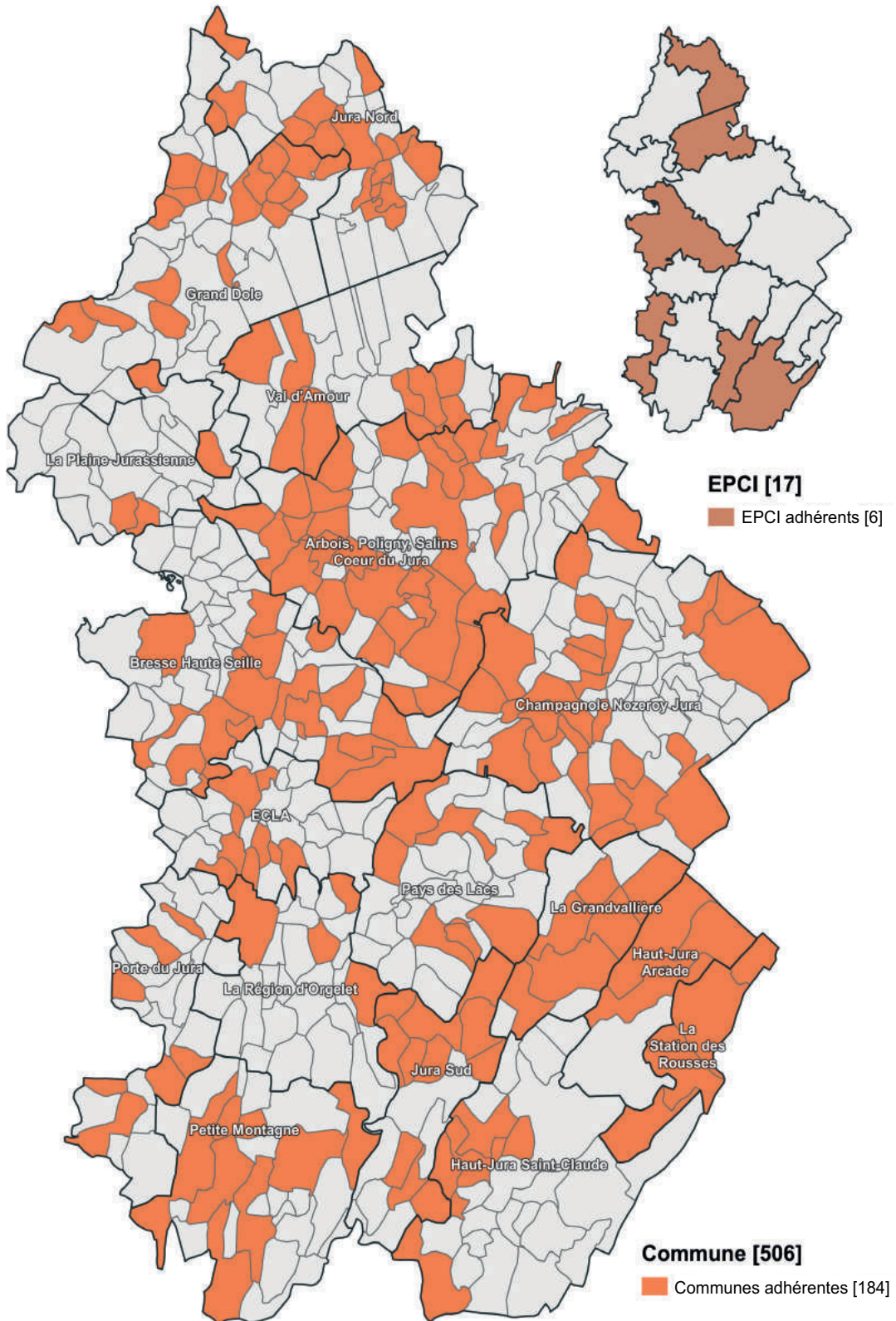


ADEME



Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie

ADHÉRENTS GROUPEMENT D'ACHAT D'ÉNERGIES



GROUPEMENT D'ACHATS D'ÉNERGIES

Pour vous aider à mieux acheter votre électricité et votre gaz.

La disparition des Tarifs Réglementés de Vente (TRV) au 31 décembre 2015 a rendu obligatoire la mise en concurrence des fournisseurs d'énergies pour :

- Les contrats d'électricité >36 kVA
- Les contrats de gaz >30 MWh

Les marchés de fournitures d'énergies sont complexes et évolutifs, le SIDEC dès 2015 a proposé un groupement d'achat d'énergies. En 2016, les 8 syndicats d'énergies de la Région Bourgogne Franche-Comté, se sont regroupés pour proposer aux collectivités, personnes morales de droit public et de droit privé de son territoire un groupement d'achat d'énergies régional.

Acheter de l'électricité et du gaz naturel requiert des compétences spécifiques et une connaissance précise de ces marchés. Le SIDEC s'appuie sur l'expertise du SIEEEN (syndicat de la Nièvre et désigné coordonnateur du groupement) et offre un contact de proximité aux collectivités membres du département du Jura.

En 2018, le travail du SIDEC dans le cadre de la coopération avec les 7 autres Syndicats de la Région Bourgogne-Franche-Comté a permis dans le Jura :

- Le renouvellement de 223 adhésions sur 224, pour un total de 3 046 points de livraison (PDL) électricité (2 943 maintenus, 103 ajoutés et 58 supprimés) et 150 points de livraison gaz (126 maintenus, 24 ajoutés et 3 supprimés)
- 58 nouvelles adhésions concernant 1018 PDL électricité et 112 PDL gaz

Soit un bilan de 281 adhérents enregistrés pour 2020, représentant 4 064 PDL électricité et 262 PDL gaz, gérés par le groupement d'achat d'énergies au SIDEC.

Outre le respect des obligations légales de mise en concurrence, celui des règles de l'achat public et une délégation de la charge de procédures complexes, le service mutualisé qu'apporte le groupement d'achat permet de :

- Bénéficier de l'expertise des syndicats d'énergies et d'une veille permanente
- Simplifier les procédures d'adhésion, avec la fourniture de documents types de modification de marché
- Disposer d'un service client avec interlocuteurs dédiés chez les fournisseurs (pas de plateforme téléphonique)
- Assurer la continuité de fournitures entre 2 marchés publics
- Réaliser des économies immédiates sur le prix de la fourniture par la mise en concurrence des fournisseurs (sur 30 à 40 % de la facture) et en moyenne de 10 % sur les TRV (tarifs bleus)
- Obtenir un prix fixe pendant la durée du marché (baisses possibles, hausse impossible)



281
adhérents



4 064
points de livraison
électricité



262
points de livraison
gaz



CONSEIL DÉPARTEMENTAL



CC HAUT-JURA ARCADE



BELLECOMBE



SAINT-LAURENT EN GRANDVAUX

Remise des CEE - Salon Made in Jura - Octobre 2018

CERTIFICATS D'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE (CEE)

Gagner de l'argent en investissant dans la performance énergétique.

Les Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) relèvent d'un dispositif mis en place par la Loi d'orientation énergétique de juillet 2005.

Les matériaux et matériels mis en œuvre dans le cadre de travaux de rénovation énergétique (bâtiment, éclairage public, réseaux...) permettant de diminuer les consommations donnent lieu à un volume d'économie d'énergie calculé en kWh cumac, qui donnent droit à l'attribution de CEE. Ces CEE sont ensuite vendus sur un marché national d'échanges.

Les collectivités locales sont des acteurs éligibles à ce dispositif et peuvent valoriser les économies d'énergie qu'elles ont réalisées par l'obtention de ces certificats.

Le SIDEC réalise, pour le compte des collectivités, la préparation et le montage des dossiers, le dépôt au pôle national des CEE et ensuite la négociation et la vente au meilleur prix des CEE auprès des acteurs obligés.

Depuis 2009

282 491 351

kWh cumac négociés

1 202 385

euros engendrés

Pour 2018

392 000 €

Programme éclairage public
Remplacement Vétusté Sécurité (RVS)

134 000 €

Reversement aux collectivités
ayant valorisé les CEE

152 000 €

Reversement au Conseil Départemental
dans le cadre du programme SLIME
(Services Locaux d'Intervention pour la Maîtrise de l'Énergie)

88 000 €

Frais de gestion
engagés par le SIDEC

LAC DES ROUGES TRUITES



LA TOUR DU MEIX



SELLIÈRES



PRÉNOVEL



LAJOUX



DOMBLANS



VAL D'AMOUR



SIE MONTMIREY



ARBOIS



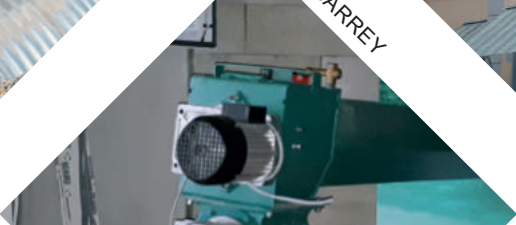
TROIS CHÂTEAUX



LES PLANCHES EN MONTAGNE



MONTBARREY



MUTUALISER L'INFORMATISATION DES SERVICES

Sauvegarde, maintenance,
dématérialisation



Matériels
Logiciels



Protection des
données



École
numérique



Système
d'Information
Géographique

L'année 2018 en chiffres

le service informatique a répondu à

20 070

demandes

ANIMATIONS TERRITORIALES

479

 utilisateurs formés

Répertoire électoral unique (REU)

127
utilisateurs
7 sessions

Utilisation des logiciels

325
utilisateurs
22 sessions

Présentation nouveaux produits

27
utilisateurs
3 sessions

NUMÉRISATION ACTES D'ÉTAT CIVIL

301 550

 actes

114 collectivités

SÉCURISATION DES DONNÉES (RGPD)

359

collectivités ont désigné le SIDEC comme DPO (délégué à la protection des données)

11

réunions de sensibilisation

MISE À DISPOSITION DE SERVICES (MADS)

141

 MADS effectuées

FORMATIONS Informatique de Gestion

20
sessions

66
utilisateurs

MATÉRIELS ET RÉSEAUX

Maintenance et formation préventives

Afin de traiter les problèmes récurrents d'utilisation des matériels des collectivités, le SIDEC a décidé de renforcer sa mission de maintenance préventive. Pour ce faire, un formateur a été recruté et de nouveaux supports ont été mis en place (fiches techniques, tutoriels, FAQ.....)

Les premiers tutoriels ont été enregistrés au sein du SIDEC sur le thème du Répertoire Électoral Unique.



Poursuite de la mise en œuvre de la PSSI (Politique de Sécurité des Systèmes d'Information)

Les risques en matière de sécurité n'ont cessé d'augmenter ces dernières années, il est donc important de mettre en place une stratégie visant à maximiser la sécurité informatique des collectivités.

Pour mettre en œuvre cette politique, le SIDEC a recruté en début d'année un responsable de la sécurité. Des audits dans les collectivités sont en cours de réalisation. Ils permettent de réaliser un état des lieux du parc géré par le SIDEC et d'établir un rapport de préconisations en matière de sécurité informatique. Ce rapport est présenté et remis aux collectivités.

Mise en place d'une solution de visioconférence

Le SIDEC s'est doté d'une solution de visioconférence afin de faciliter les échanges à distance notamment avec les partenaires de niveau régional comme les 7 syndicats d'énergie de Bourgogne-Franche-Comté, la Région, l'ADEME.

Ce matériel permet la planification de réunions jusqu'à 25 participants entre tout type de périphériques depuis la salle physique, un ordinateur ou un téléphone portable.

Il permettra également la réalisation de webinaires (réunions interactives de type séminaire faites via internet) pour nos adhérents.

Cette solution est un nouveau service utilisable par les collectivités.



PROTECTION DES DONNÉES (RGPD)

Le règlement général sur la protection des données (RGPD) responsabilise les organismes publics et privés qui traitent des données personnelles.

L'accompagnement à la protection des données à caractère personnel

Une donnée à caractère personnel est toute information permettant d'identifier, directement ou indirectement, une personne physique (ex. : nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, date de naissance, photographie...).

Les collectivités, pour réaliser leurs missions, collectent, enregistrent, sauvegardent des données à caractère personnel. Elles sont donc tenues de respecter les obligations en matière de protection des données personnelles.

Depuis le 25 mai 2018, le Règlement général européen sur la protection des données (RGPD) impose à tous les organismes publics de désigner obligatoirement un Délégué à la Protection des Données (DPO). C'est pourquoi le SIDEC a souhaité mutualiser son DPO, afin de bénéficier d'un expert et répondre aux obligations du RGPD.

Règlement Général sur la Protection des Données : le RGPD

La CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés) a dressé un bilan chiffré des 6 premiers mois d'exercice du RGPD (Règlement Général relatif à la Protection des Données) entré en vigueur en mai dernier.

Au niveau national, 15 000 Data Protection Officers (DPO) ont vu le jour, plus de 1 000 notifications de violations de données ont été reçues, soit environ 7 par jour et la CNIL a reçu 34% de plaintes en plus qu'en 2017 sur la même période.

Le RGPD avec le SIDEC en quelques chiffres :

- 359 collectivités ont désigné le SIDEC comme DPO (Délégué à la Protection des Données)
- 21 conseils sur des dispositifs spécifiques ont été dispensés (vidéosurveillance et vidéo protection, bulletin municipal et avis de naissance, télétravail, transmission de documents divers, droit à l'image, mise à disposition d'information pour le public...)
- 2 alertes ont été envoyées sur des arnaques au RGPD
- Aucune notification de violations de données
- Aucune plainte à la CNIL référencée
- Aucun contrôle de la CNIL sur les collectivités, dont le SIDEC est DPO



11
Réunions
de sensibilisation



210
personnes
sensibilisées



220
réponses
apportées

INFORMATIQUE DE GESTION

Pour une approche globale des services apportés au citoyen : expertise progiciels métiers (RH, finances, population...).

Le service informatique a poursuivi ses missions de support et d'accompagnement des collectivités à la mise en place des nouvelles réglementations.

L'équipe de maintenance des logiciels métiers a répondu à 12 008 demandes des collectivités pour cette année, pour une grande partie liées à la poursuite de la dématérialisation.

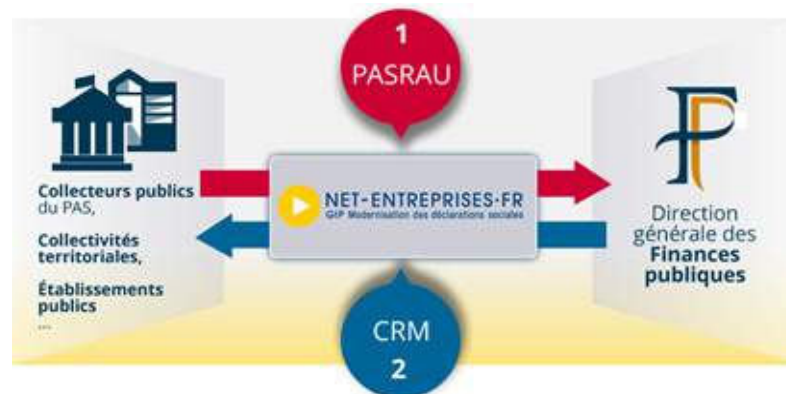
Le déploiement de Chorus Pro Portail (CPP)

Afin de gérer simplement et automatiquement le traitement des factures sur Chorus Pro (portail public de l'État), un connecteur depuis le logiciel de gestion comptable a été mis en place pour la majorité des collectivités.

Le prélèvement à la source (PASRAU)

Afin de préparer la mise en place du prélèvement à la source à compter du 1er janvier 2019, une sensibilisation a été menée à travers les animations territoriales dès mars.

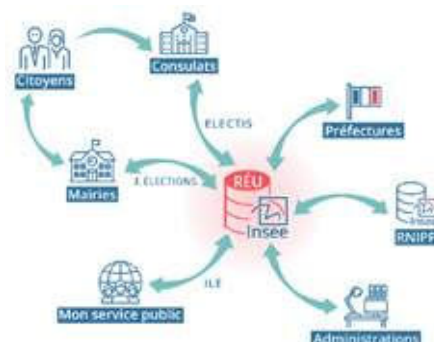
La mise en place de connecteurs permettant de faire apparaître l'affichage de la retenue à la source a nécessité une phase de tests de transfert sur NET Entreprises, démarrée en septembre, qui a fortement mobilisé l'assistance téléphonique jusqu'à la fin de l'année.



Le répertoire électoral unique (REU)

Les lois en date du 1^{er} août 2016 et leurs décrets d'application réforment les modalités d'inscription sur les listes électorales et instituent la création d'un Répertoire Électoral Unique tenu par l'INSEE.

Pour accompagner au mieux les collectivités dans la mise en place de cette nouvelle procédure, des animations territoriales spécifiques ont été proposées en fin d'année.

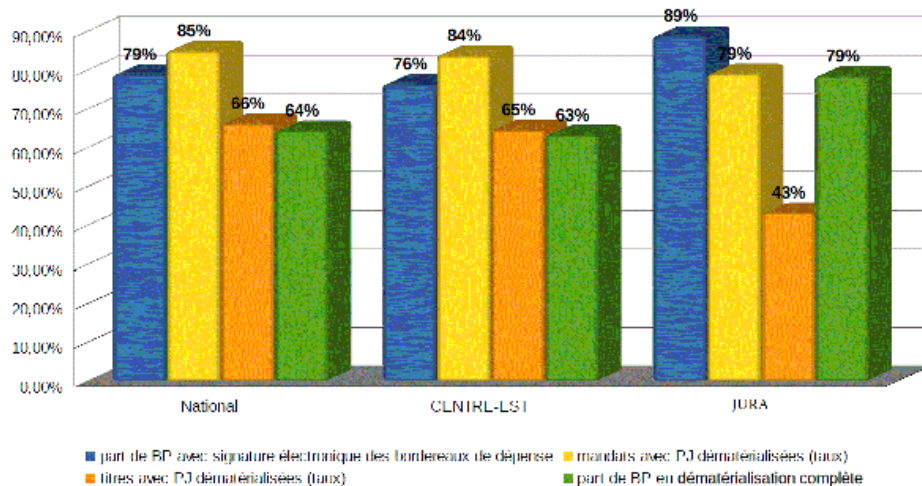


État d'avancement du déploiement de la dématérialisation

Les chiffres fournis par la DGFIP sur l'avancement du déploiement de la dématérialisation démontrent de très bons résultats pour la dématérialisation totale dans le Jura par rapport à la moyenne nationale grâce à l'assistance proposée par le SIDEC.

Etat d'avancement du déploiement de la dématérialisation

Mise en œuvre de la signature électronique, de la dématérialisation des PJ et de la dématérialisation totale



L'équipe a également apporté son expertise et sa proximité pour :

Accompagner les communes nouvelles

9 Communes nouvelles ont sollicité le SIDEC pour un accompagnement à la fusion :

- Réunions d'information
- Reprise des données des anciennes communes pour les intégrer dans les nouvelles
- Fusion des logiciels de Gestion Relation Citoyen (élections, état civil, population) en collaboration avec Berger Levraut

Accompagner les communautés de communes à la prise en charge de leur nouvelle compétence concernant l'assainissement

Un important travail de récupération des données auprès des mairies a été effectué afin de permettre leur intégration dans un nouveau logiciel de facturation mis à disposition des communautés de communes.

Organiser des animations territoriales pour répondre aux principales préoccupations des collectivités, leur permettre de disposer d'appuis, de conseils sur les nouvelles réglementations en vigueur, au plus près de l'actualité et des évolutions permanentes dans le développement d'usages et de services numériques.

NUMÉRISATION DES ACTES D'ÉTAT CIVIL

S'associer dans un groupement de commandes pour limiter les coûts et répondre aux obligations légales.

Afin d'anticiper la future loi demandant à toutes les communes (à terme) d'envoyer des extraits d'acte de naissance ou de décès numérisés (établir les papiers d'identité, répondre aux demandes des notaires...), le SIDEC a proposé à ses collectivités adhérentes de conduire cette numérisation et cette indexation de leurs registres d'état civil pour leur compte. Il s'est associé avec cinq autres structures de mutualisation informatique dans un groupement de commandes.

Cette mutualisation permet aux communes adhérentes de bénéficier de cette opération à coût réduit (40 centimes d'euro par acte auquel il faut ajouter un montant forfaitaire de Mise à Disposition de Service).

Le SIDEC se charge de demander l'autorisation de sortie des registres auprès du Procureur de la République et met à disposition un local pour le travail de numérisation effectué par la société Numérize.

En 2018, 3 périodes de numérisation ont permis à 114 collectivités de numériser 301 550 actes, qui seront intégrés dans leur logiciel d'état civil.

La numérisation est un enjeu pour les services de l'état civil, qui voient dans cette démarche la possibilité d'améliorer le service rendu aux usagers en facilitant la délivrance des actes via la plateforme COMEDEC.

C'est un gain de temps qui permet de faciliter les recherches ; de plus, la numérisation améliore la conservation des registres en réduisant la manipulation de ces derniers souvent lourds et encombrants.

Cette campagne de numérisation se poursuit sur l'année 2019.



3

périodes
de numérisation



301 550
actes



114
collectivités

ÉCOLES NUMÉRIQUES

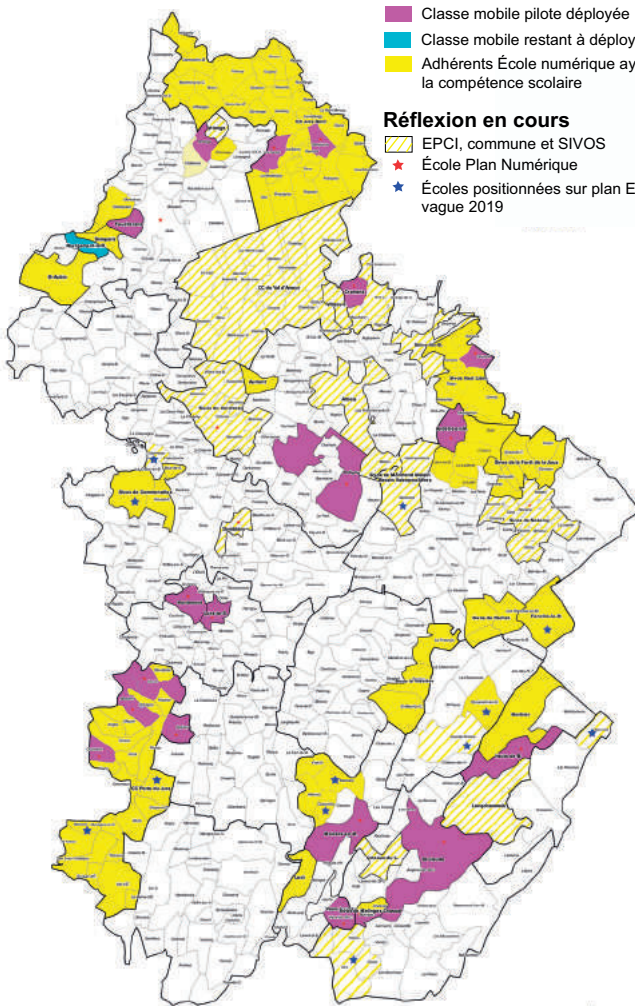
Le SIDEC aux côtés des collectivités souhaitant développer les usages numériques dans les écoles primaires.

Adhérents École numérique

- Classe mobile pilote déployée
- Classe mobile restant à déployer en 2018
- Adhérents École numérique ayant la compétence scolaire

Réflexion en cours

- EPCI, commune et SIVOS
- ★ École Plan Numérique
- ★ Écoles positionnées sur plan ENIR vague 2019



En 2018, le SIDEC a continué d'accompagner les collectivités souhaitant développer des usages numériques dans leurs écoles.

8 nouvelles écoles ont été équipées de la solution proposée par le SIDEC, tandis que les écoles adhérentes des précédentes années ont bénéficié du service de maintenance.

En 2018, une trentaine d'écoles sont adhérentes à la mission.

Afin de faciliter la prise en main par les enseignants, une évolution technique a été apportée pour permettre un accès à la solution pédagogique dans l'ensemble de l'école par le réseau wifi. Cette solution a été déployée sur 15 écoles en 2018.

Au-delà de l'action, le SIDEC a préparé le dossier de demande de financement ENIR à la demande des collectivités.



4 000
élèves jurassiens concernés



30
écoles équipées



130
ordinateurs



600
tablettes

GéoJura

GÉOJURA

Un système d'information géographique (SIG) pour recueillir, stocker, traiter, analyser, gérer et présenter tous les types de données spatiales et géographiques.

Depuis 2007, la plateforme départementale GéoJura s'attache à valoriser l'utilisation des systèmes d'information géographique comme outils d'aide à la décision, afin d'assurer une meilleure connaissance du territoire. Un large réseau d'adhérents, en constante augmentation, participe à pérenniser le rôle de GéoJura en tant que centre de ressources territorial en information géographique.

Gestion des données de référence et des données métiers

Grâce à une plateforme technique innovante et mutualisée, le SIDEDEC diffuse les données de référence (cadastre, vue aérienne...), ainsi que celles des adhérents (réseaux, voirie, économie, urbanisme...).

Intégration de données et analyses cartographiques

En normalisant la production des données ou en développant des applications métiers, le SIDEDEC réalise des plans et des analyses cartographiques décisionnelles.

Animation du réseau de compétences

En animant un réseau de plus de 400 utilisateurs réguliers et en entretenant des relations étroites avec l'infrastructure de données géographiques régionales IDÉO BFC et les partenaires, le SIDEDEC permet aux collectivités adhérentes de bénéficier de données régulièrement mises à jour.

Formation, communication

En formant les élus et les agents aux outils de consultation, d'analyse et de production des données SIG disponibles sur la plateforme, le SIDEDEC donne les clés aux utilisateurs pour mieux comprendre et appréhender leur territoire.

Conseils et expertise technique

En restant à la pointe des nouvelles technologies de l'information, le SIDEDEC accompagne les adhérents dans leurs réflexions d'architecture SIG et de gestion de données.



Focus sur la réforme anti-endommagement DT-DICT

Le pôle géomatique du SIDEC accompagne les collectivités dans leur rôle de responsable de projet, d'exécutant de travaux et d'exploitant de réseaux, en les aidant à s'enregistrer sur le guichet unique « réseaux et canalisations » et en mettant à disposition une solution en ligne pour le traitement et l'échange des documents de chantier. En outre, le SIDEC du Jura participe activement aux travaux préparatoires à la mise en place du nouveau fond de plan de référence PCRS pour positionner les réseaux.

Carte à façon

Les adhérents GéoJura peuvent demander des cartes personnalisées. L'adhésion comprend 10 tirages au format A0 par an.

GéoJura

55 469 connexions

497

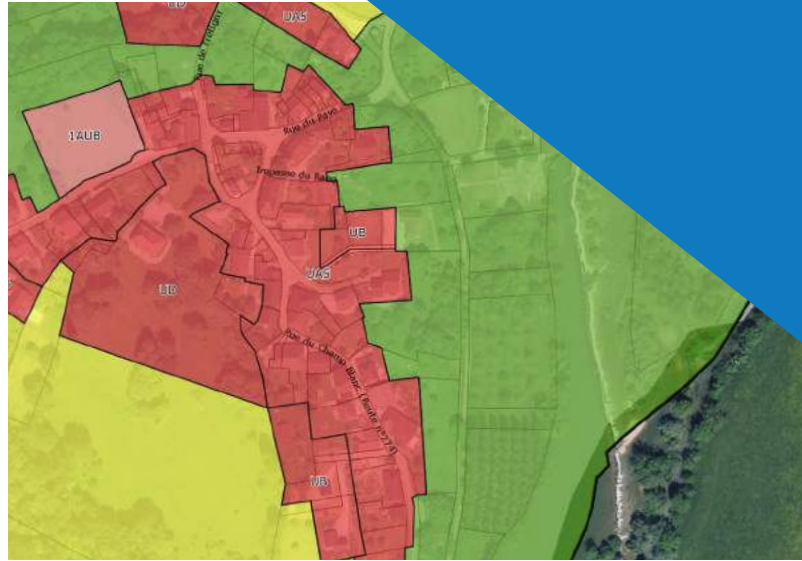
actions
sur la plateforme

657

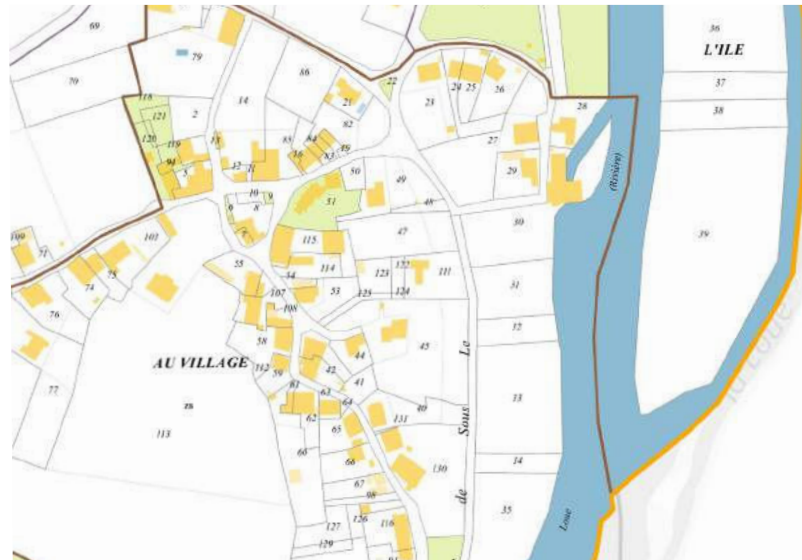
couches
de données

827 utilisateurs

PLU



Cadastre



Vue aérienne



ASSISTER LES TERRITOIRES DANS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Planification, organisation,
portage d'opérations



Transition
énergétique



SEM
EnR Citoyenne

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

La notion de transition énergétique désigne le passage du système énergétique actuel utilisant des ressources non renouvelables vers un bouquet énergétique basé principalement sur des ressources renouvelables.

L'ambition est de renforcer la maîtrise des consommations d'énergie et de lutter contre la précarité énergétique, de développer les énergies renouvelables et de récupération (chaleur, gaz et électricité), de développer les réseaux (notamment les réseaux intelligents / Smart Grids) et le stockage et de promouvoir la mobilité rurale.

La transition énergétique est aussi une transition comportementale, sociale et technique.

Le SIDEC a décidé, afin d'accompagner ces changements, de renforcer ses activités liées à la transition énergétique et aux projets de développement, en se dotant d'une mission Transition énergétique transversale et complémentaire aux autres activités. En 2018, cette orientation se poursuit et prend même une autre dimension, puisque la loi confère aux syndicats d'énergie de nouvelles responsabilités.

Actuellement, le SIDEC œuvre à :

- l'accompagnement de projets d'installation de toitures photovoltaïques
- la mise à disposition de conseillers en énergie partagé, qui sont engagés sur l'amélioration de l'efficacité énergétique du patrimoine public et le développement des énergies renouvelables
- la coordination d'un groupement d'achats d'énergies (électricité et gaz) pour l'ensemble des acteurs publics du Jura
- le suivi des préconisations établies dans le cadre des diagnostics d'éclairage public
- le développement d'installations de production d'énergies renouvelables

Le SIDEC a mis en place la Commission Consultative Paritaire de l'Énergie (CCPE) en concertation avec les EPCI du Jura conformément à la loi Transition Énergétique pour la Croissance Verte (TECV).

Ses missions sont :

- la mise en cohérence des politiques d'investissement
 - l'échange de données
 - la coordination des actions dans l'énergie
-

LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE ENR CITOYENNE

Un outil territorial, public et citoyen, au service du développement des énergies renouvelables.

La Société d'Économie Mixte Énergies Renouvelables Citoyenne (SEM EnR Citoyenne) a vu le jour en décembre 2016. Elle est la rencontre de la volonté d'acteurs institutionnels, de collectivités, de citoyens, d'associations et d'entreprises locales, de proposer un outil de portage de projets aux acteurs des territoires afin de participer activement au développement des énergies renouvelables et valoriser les ressources locales.

Le SIDEC du Jura est le premier actionnaire de cette entreprise. Il renforce ainsi son action en faveur de la transition énergétique et étoffe les services proposés aux collectivités du Jura.

La SEM EnR Citoyenne permet aux collectivités, et également à tout acteur local, d'étudier le potentiel d'un site, de développer, de réaliser et d'exploiter des installations de production d'énergie renouvelable. Elle garantit aux acteurs locaux une gouvernance forte et une maximisation des retombées économiques locales.

C'est également un outil au service des collectivités pour répondre aux objectifs de leur Plan Climat Énergie Territorial (PCAET).



La SEM développe des projets éoliens et photovoltaïques



Portefeuille de projets

Un travail a été engagé sur 5 projets éoliens et photovoltaïques, en étroite collaboration avec les collectivités concernées.

Renforcement des expertises

Le SIDEC a conventionné avec la SEM, afin de lui fournir les services nécessaires.

Formation

En partenariat avec l'AMJ, la SEM EnR Citoyenne a dispensé une formation à destination des élus locaux sur le rôle et la responsabilité des collectivités dans le développement des projets d'électricité renouvelable d'envergure.

Communication

La SEM EnR Citoyenne a participé à différents événements. Le Carrefour des collectivités et le salon Made In Jura ont permis de nombreuses prises de contact pour développer le portefeuille de projets.

Acquisition de la SEPE SABINE 2

Le 19 décembre 2018, la SEM est devenue propriétaire à 45% de la société SEPE SABINE 2 qui exploite une éolienne du parc de Chamole. La SEM EnR Citoyenne en assure la présidence et la gestion quotidienne. Il s'agit de son premier actif.

En 2018, l'éolienne a produit 5 630 MWh, soit l'équivalent de la consommation d'électricité spécifique de 1 800 ménages. La vente d'électricité représente un chiffre d'affaire annuel de 475 000 €.

Définition de la stratégie et des modèles d'intervention

Tout au long de l'année, une réflexion a été menée sur la définition des modèles d'intervention de la SEM EnR Citoyenne. Ces réflexions ont largement associé ses actionnaires et administrateurs, ses partenaires institutionnels ainsi que d'autres SEM de production d'énergie du territoire national, afin d'aboutir à une stratégie opérationnelle.

L'année 2018 a également permis d'affirmer le besoin d'intégrer de nouveaux partenaires à l'actionnariat, notamment le syndicat d'énergie du Doubs (SyDED) et d'augmenter son capital. Cela permettra à terme d'étendre le périmètre d'intervention de la SEM EnR Citoyenne et de lui donner pleinement les moyens financiers pour atteindre ses objectifs de développement des énergies renouvelables.




Signature de l'acte de cession pour l'acquisition de la SEPE Sabine 2



SEM EnR
Citoyenne

ADMINISTRATION GÉNÉRALE



Ressources
Humaines
Moyens
Généraux

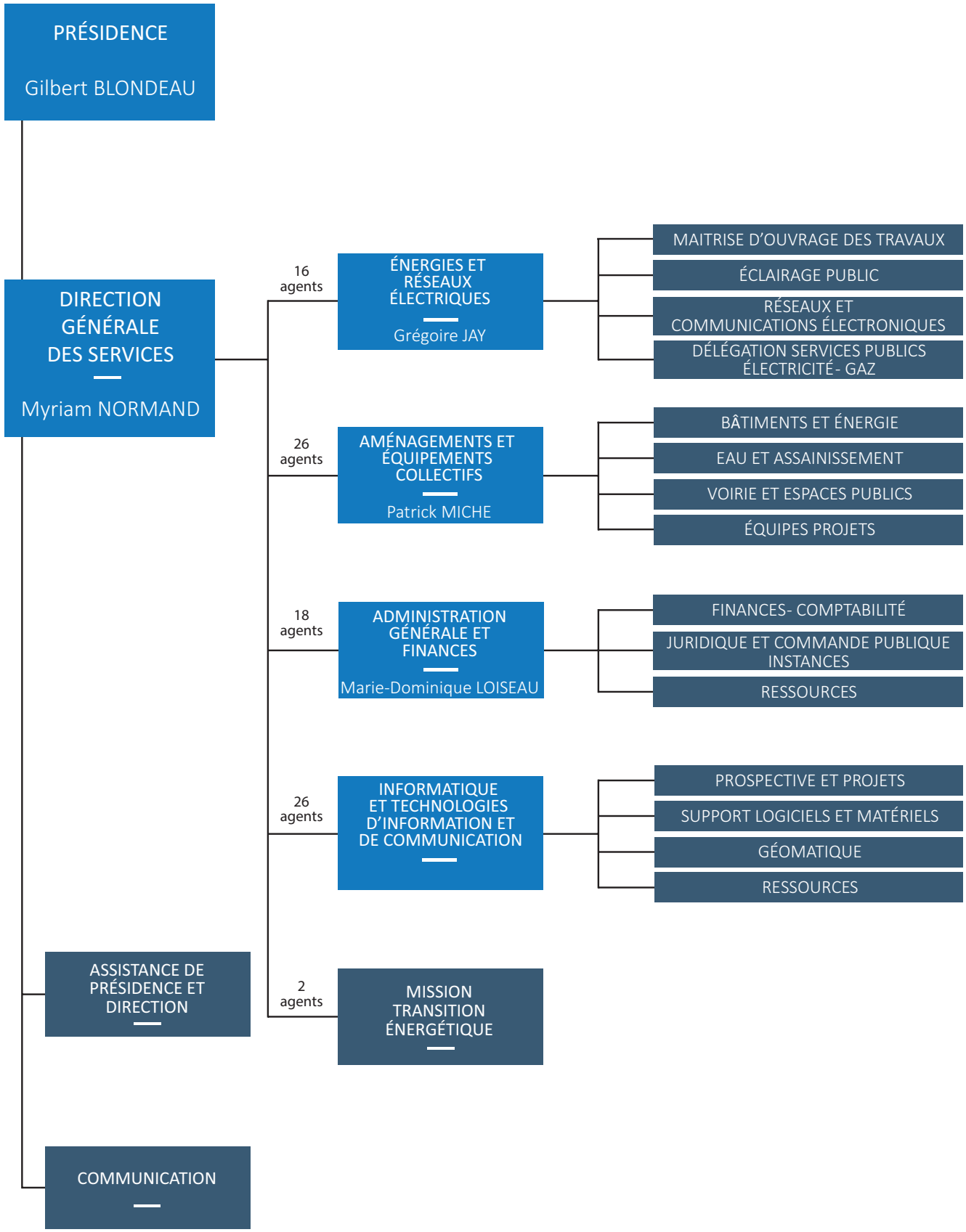


Juridique
Commande
Publique
Instances



Finances
Comptabilité

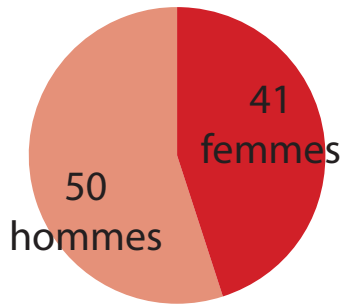
ORGANIGRAMME au 31 décembre 2018



L'année 2018 en chiffres

Les moyens humains

Répartition femmes / hommes



91 agents
dont 2 apprentis

(88,4 équivalents temps plein / en hausse de 9% par rapport à 2017)

8 départs **18 arrivées**

9 stagiaires

Élections professionnelles

79,3% d'électeurs inscrits ont voté

Les moyens généraux



380 000
kilomètres parcourus



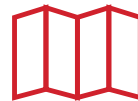
21 400
litres de carburant consommés



66
interventions sur véhicules



608 602
copies



1 112
mètres de plans imprimés



738
interventions informatiques pour le SIDECE

Les instances

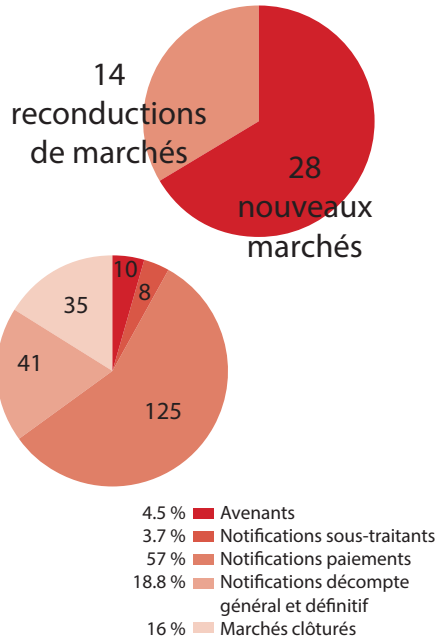
5
Bureaux

5
Assemblées générales

5
Comités techniques

2
Comités Hygiène, Sécurité, Conditions de travail

Commande publique



Juridique

60 consultations juridiques

10 flash-info veille juridique

6,5 jours délai moyen de réponse

Contentieux
5 dossiers ouverts | 10 dossiers en gestion

Sinistres
8 dossiers ouverts | 21 dossiers en gestion

3 accompagnements sur des dossiers volumineux et complexes dont accompagnement pour le montage juridique de la Délégation de Service Public du casino de Saint-Laurent en Grandvaux

Les finances

BUDGET PREVISIONNEL Fonctionnement

Dépenses
13 655 603 €

Recettes
10 231 572 €

Résultat reporté
3 424 031 €

3 151 titres émis

4 097 mandats émis

400 opérations créées

Investissement

Dépenses 53 584 705 €

Restes à réaliser
21 675 248 €

Inscriptions nouvelles
31 909 457 €

Recettes 53 584 705 €

Restes à réaliser
20 460 776 €

Inscriptions nouvelles
33 117 976 €

Report
5 953 €

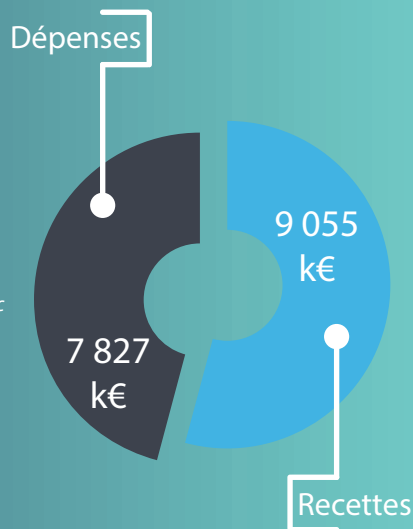
Masse salariale nette 4 114 k€

Charges générales 1 835 k€

Intérêts des emprunts 109 k€

Provisions 334 k€

Autres dépenses 1 435 k€
*dont 772 k€ de participation sur Éclairage Public
et 198 k€ de reversement pour les Certificats
d'Économie d'Énergie et 369 k€ de mise en
recouvrement de dette fiscale*



Taxe sur la Consommation
Finale d'Électricité 4 073 k€

Participations des collectivités 457 k€

Redevances versées par les concessionnaires
(ENEDIS / GRDF / EDF) 1 373 k€

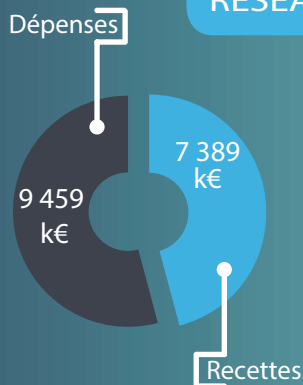
Produits des services 2 391 k€

Reprise provisions 381 k€

Recettes exceptionnelles 380 k€
dont 362 k€ de CEE (Certificats d'Économie d'Énergie)

FONCTIONNEMENT

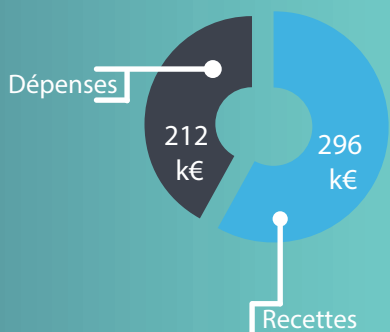
TRAVAUX RÉSEAUX ÉLECTRIQUES



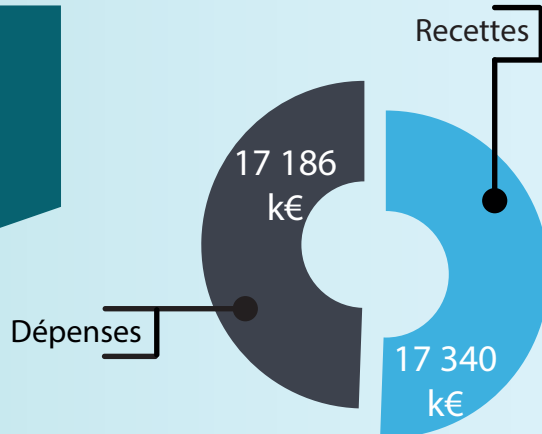
- Effacement
- Extension
- Renforcement



AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE SITES PILOTES



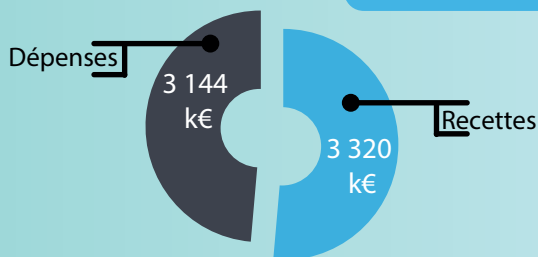
COMPTE ADMINISTRATIF 2018 (hors opérations d'ordre)



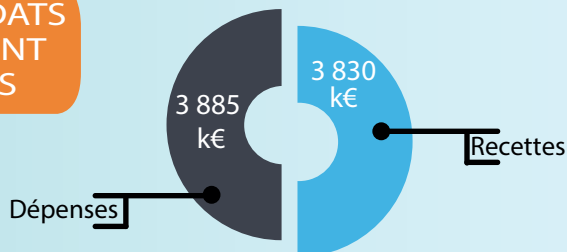
INVESTISSEMENT



TRAVAUX ÉCLAIRAGE PUBLIC

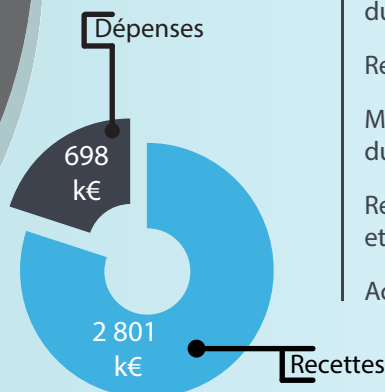


TRAVAUX SOUS MANDATS POUR L'AMÉNAGEMENT DES COLLECTIVITÉS



- Bâtiments
- Eau et assainissement
- Voiries et espaces publics
- Zones d'activité et d'habitation

INVESTISSEMENTS DIVERS PROPRES AU SIDEC



- Renouvellement du parc automobile
- Renouvellement de logiciels
- Modernisation du parc informatique
- Renouvellement de mobilier et de petits matériels
- Acquisition foncier



SIDEK du Jura

1 rue Maurice Chevassu - 39000 LONS LE SAUNIER

03 84 47 04 12

contact@sidec-jura.fr

www.sidec-jura.fr